

# Référentiel de Paye



**202516**

**Indemnité de sujétion spécifique au bénéfice de certains fonctionnaires administratifs, techniques et spécialisés, ainsi que de certains personnels militaires, exerçant au sein de la PN, de la DGGN ou des SGA du MI**

## 1. Identification

Code BJ	202516
Libellé bulletin de Paie	IND. SUJ. SPECIF. PATS
Code PAY	2516
Libellé	Indemnité de sujétion spécifique au bénéfice de certains fonctionnaires administratifs, techniques et spécialisés, ainsi que de certains personnels militaires, exerçant au sein de la PN, de la DGGN ou des SGA du MI
Référence	202516
Libellé complémentaire	
Entité Ministère Direction	MI200 - Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer
Chapitre RdP	Indemnitaire
Date d'entrée en vigueur de l'indemnité	01/07/2024
Date d'abrogation de l'indemnité	
Date de début de validité de la fiche	01/09/2024
Date de fin de validité de la fiche	

## 2. Références juridiques

Libellé du texte	Article	NOR
Décret n° 2024-378 du 25 avril 2024 relatif à l'attribution d'une indemnité de sujétion spécifique au bénéfice de certains fonctionnaires administratifs, techniques et spécialisés, ainsi que de certains personnels militaires, exerçant au sein de la police nationale, de la gendarmerie nationale et des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur		IOMC2401696D

## 3. Conditions d'attribution

### 3.1 Populations

#### 3.1.1 Populations éligibles

S - Stagiaire
T - Titulaire

### 3.2 Conditions d'attribution liée au corps, grade, emploi fonctionnel

Est attribuée aux militaires et aux fonctionnaires administratifs, techniques et spécialisés de la police nationale, de la gendarmerie nationale et des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur, relevant de la liste des corps et emplois éligibles précisée par le D2024-585, suivants :

-corps des attachés d'administration de l'Etat régi par le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat

-corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer régi par le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat

-corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer régi par le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat

-emplois de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer régis par le décret n° 2007-1488 du 17 octobre 2007

-emplois de chef des services techniques du ministère de l'intérieur régis par le décret n° 2020-1498 du 1er décembre 2020

-emplois d'agent principal des services techniques régis par le décret n° 75-888 du 23 septembre 1975

-corps des ingénieurs des services techniques régi par le décret n° 2005-1304 du 19 octobre 2005 portant statut particulier du corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur

-corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur régi par le décret n° 2011-1988 du 27 décembre 2011 portant statut particulier du corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur

-corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer régi par le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat

-corps des infirmiers de l'Etat régi par le décret n° 2012-762 du 9 mai 2012 portant dispositions statutaires communes aux corps d'infirmier de catégorie A des administrations de l'Etat ou par le décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes aux corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat ;

-corps des ingénieurs des systèmes d'information et de communication régi par le décret n° 2015-576 du 27 mai 2015 portant statut particulier du corps des ingénieurs des systèmes d'information et de communication

-corps des techniciens des systèmes d'information et de communication régi par le décret n° 2011-1987 du 27 décembre 2011 portant statut particulier du corps des techniciens des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur

-emplois de chef de projet en systèmes et réseaux d'information et de communication régis par le décret n° 2016-81 du 29 janvier 2016

-corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense régi par le décret n° 2011-964 du 16 août 2011 portant statut particulier du corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense ;

-corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale régi par le décret n° 2012-1456 du 24 décembre 2012 portant statut particulier des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

-corps des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale régi par le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.

### 3.3 Condition d'attribution liée au poste ou à l'affectation (géo ou adm)

Exercer effectivement les missions dans les services centraux et déconcentrés, services à compétence nationale et établissements publics de la police nationale, de la gendarmerie nationale et dans les secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI)

### 3.4 Condition d'attribution liée aux fonctions, sujétions, activités ou vacations

Néant

### 3.5 Autres conditions

Néant

### 3.6 Conditions d'exclusion

Néant

## 4. Incompatibilités

### Commentaire

Néant

## 5. Modalités de liquidation

### 1 - INDEMNITÉ DE SUJETION SPECIFIQUE

#### 5.1 Expression métier

Les taux de l'indemnité sont fixés en pourcentage du traitement indiciaire brut, en fonction de la catégorie statutaire, comme suit :

- A compter du 1er juillet 2024 :

Catégorie A : 13 %

Catégorie B : 14 %

Catégorie C : 15 %

- A compter du 1er juillet 2025 :

Catégorie A : 18 %

Catégorie B : 19 %

Catégorie C : 20 %

- A compter du 1er juillet 2027 :

Catégorie A : 23 %

Catégorie B : 24 %

Catégorie C : 25 %

Le bénéfice de l'indemnité entraîne un abattement indemnitaire mensuel dont le montant correspond au montant mensuel de l'indemnité de sujétion spécifique perçu minoré pour parvenir à un gain brut de :

- A partir du 1er juillet 2024 : 160 €

- A partir du 1er juillet 2027 : 200 €

## 5.2 Plancher / Plafond

Type de contrôle	Descriptif du contrôle
Pas de contrôle	

## 5.3 Périodicité de versement

Type de périodicité	Commentaire
Mensuelle	

## 5.4 Modalités de revalorisation

Type de revalorisation	Commentaire
Décret	

## 5.5 Attribution individuelle

Type	Commentaire
NON	